

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 12 avril 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GRID SOLUTIONS**

1 Rue Paul Doumer  
BP 601  
73100 Aix-les-Bains

Références : 20240326\_RAP\_InspOCP24\_GEGRIDSOLUTIONS\_Complet.odt  
Code AIOT : 0006104306

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2024 dans l'établissement GRID SOLUTIONS implanté 1, Rue Paul Doumer 73100 Aix-les-Bains. L'inspection a été annoncée le 05/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action régionale 2024 - Rejets aqueux

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GRID SOLUTIONS
- 1, Rue Paul Doumer 73100 Aix-les-Bains
- Code AIOT : 0006104306
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GRID SOLUTIONS exploite depuis 1921 un site de production de matériel électrique de haute tension à Aix les Bains. Les activités réalisées sur ce site sont :

- la fabrication de postes électriques sous enveloppe métallique neufs dont l'isolation est réalisée par un gaz isolant (SF6 ou G<sup>3</sup>);
- le service après-vente.

L'exploitation des installations est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 10/03/2006 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/10/2008. Des arrêtés ministériels de prescriptions

générales encadrent également l'exploitation des activités réalisées sur le site d'Aix les Bains.

### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
5	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
8	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
9	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun écart n'a été constaté sur l'autosurveillance des rejets d'eaux industrielles et eaux pluviales. Au regard des modifications industrielles apportées et sur le site, en particulier en ce qui concerne l'externalisation de l'activité de galvanoplastie, une adaptation relative au retrait du suivi du paramètre Cyanures (CN) pourra être étudiée à la demande de l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Schéma des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  Lors de la revue documentaire, l'exploitant a présenté le plan des réseaux de collecte des effluents sur lequel sont indiqués les réseaux EU (eaux usées) et EP (eaux pluviales). Sa dernière mise à jour est datée de mars 2018. L'exploitant confirme qu'aucune modification des réseaux n'a été réalisée depuis cette date. Les EU correspondent aux eaux usées sanitaires et aux eaux rejetées au niveau de la station d'épuration interne de l'établissement. Ce plan indique les 7 points de rejets des eaux pluviales (eaux de voiries, parkings et eaux de toitures), le point de rejet des eaux vannes et le point de rejet des eaux industrielles après traitement par la STEP. La position des séparateurs à hydrocarbures est également précisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
<b>Constats :</b>  Les rejets d'eaux industrielles s'effectuent uniquement dans le réseau communal des eaux usées de Grand Lac. Ce rejet fait l'objet d'une convention avec le gestionnaire du réseau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Points de prélèvement aménagés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  La visite de terrain a permis de constater que les points de rejets sont adaptés de manière à permettre un prélèvement.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.</p> [...]
<b>Constats :</b> <p>La prescription de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 est respectée. En effet, les flux mesurés sont sous le seuil des valeurs limites. Les périodicités de prélèvements et analyses sont également respectées.</p> <p>L'exploitant effectue un autocontrôle journalier de certains paramètres (débit, pH, volume) des eaux usées rejetées au droit de la sortie de la station d'épuration interne à l'établissement. Un contrôle hebdomadaire des paramètres visés par l'article 3 de l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/10/2008 est effectué par les prestataires CARSO - SAVOIE LABO. Le prélèvement est réalisé de manière automatique sur une durée de 24 heures.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »  Article 58-IV « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »
<b>Constats :</b> <p>En amont de la visite, les dernières analyses mensuelles et trimestrielles ont été consultées sur le site GIDAF pour les 2 dernières années.</p> <p>Les dépassements constatés (MES et DCO notamment) sur certains mois ont fait l'objet de commentaires de l'exploitant. Ces commentaires précisaient la cause potentielle des dépassements et les actions correctives engagées. Chaque dépassement a fait l'objet d'un suivi particulier démontrant le mois suivant un retour à une situation conforme.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Transmission GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisées conformément

<p>aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant transmet régulièrement ses résultats d'analyse conformément au cadre du programme de surveillance établi sur le site GIDAF.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Débit de rejet

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit de rejet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m<sup>3</sup>. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.</p> <p>Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rejet d'eaux industrielles en sortie de STEP est de l'ordre de 1,5 à 6 m<sup>3</sup>/j. La mesure du débit de rejet se fait en continu quel que soit l'activité de la station d'épuration. Les prélèvements sont effectués sur une durée de 24 heures asservie au débit que ce soit pour la surveillance hebdomadaire ou pour celle trimestrielle. Ces prélèvements (50 ml / 100 l) sont mis en œuvre uniquement lors des périodes de fonctionnement de la station d'épuration (1 à 2 fois par semaine).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les prélèvements d'eaux industrielles s'effectuent de manière automatique sur une durée de 24 heures lors des analyses hebdomadaires et trimestrielles. Les échantillons sont ensuite pris en charge par le laboratoire agréé CARSO – Savoie Labo pour analyses.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 9 : Contrôle de recalage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de recalage
--

**Prescription contrôlée :**

S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les résultats du contrôle de recalage. Pour autant ce contrôle est planifié avec la société Bureau Veritas pour le mois de juillet 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les résultats de ce contrôle de recalage seront transmis à l'inspection des installations classées dès réception du rapport de contrôle.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--